



**Mody GUIRO**

President

Président

**Kwasi ADU-AMANKWAH**

General Secretary

Secrétaire Général

Route Internationale d'Atakpamé

Centre FOPADESC Agoè – Nyivé

B.P. : 4401 – Tel. : 00228 225 07 10

Fax : 00228 225 61 13

LOME - TOGO

Email : [info@ituc-africa.org](mailto:info@ituc-africa.org)

Web : [www.ituc-africa.org](http://www.ituc-africa.org)

## DECLARATION DE LA CSI-AFRIQUE SUR L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION POLITIQUE AU ZIMBABWE

L'Organisation régionale africaine de la confédération syndicale internationale (CSI-Afrique), comme beaucoup [d'autres organisations] en Afrique et dans le reste du monde, suit avec beaucoup d'intérêt l'évolution de la situation politique au Zimbabwe. Nous nous joignons à nos camarades de ZCTU (*Zimbabwe Congress of Trade Unions*), aux travailleurs et au peuple zimbabwéens pour saluer l'intervention décisive de l'armée zimbabwéenne visant à accélérer la 'deuxième libération' du peuple de l'emprise tyrannique.

La CSI-Afrique se souvient de la lutte que mènent le ZCTU, les travailleurs et leurs alliés de la société civile, depuis le début des années 1990, contre le parti unique et l'imposition de politiques néolibérales qui ont érodé les progrès sociaux réalisés immédiatement après l'indépendance du Zimbabwe, et qui ont entraîné la détérioration constante des conditions de vie de la majorité des zimbabwéens. Au cours de la période qui a suivi, la situation au Zimbabwe a été marquée par une lutte permanente menée par des forces populaires en faveur des droits démocratiques et du bien-être socio-économique ; une montée de la répression politique exercée par le gouvernement du ZANU-PF dirigé par Mugabe ; et une détérioration des conditions de vie de la majorité de la population. Tandis que la lutte du peuple zimbabwéen a empêché le Président Mugabe et le ZANU-PF d'instaurer une dictature constitutionnelle, le gouvernement a réussi à se servir du contrôle de l'appareil de l'Etat pour porter atteinte aux libertés civiles de ses citoyens et à saper le fonctionnement des institutions démocratiques.

Par conséquent, l'actuelle intervention de l'armée zimbabwéenne ne vient que s'ajouter aux nombreuses années de lutte et de sacrifices consentis par les travailleurs et le peuple zimbabwéens pour une démocratie réelle et le bien-être social. Tous les acteurs politiques qui sont engagés dans le processus de résolution et de stabilisation de la situation actuelle doivent en être pleinement conscients.

Nous louons la disposition et les efforts déployés, jusqu'à présent, par le peuple, les travailleurs, les syndicats zimbabwéens et leurs alliés de la société civile face à cette évolution de la situation politique. Ils ont tous clairement exprimé leur volonté de voir

des changements réels et d'empêcher le déraillement de leur lutte de libération. Ils sont descendus dans la rue en grand nombre pour demander que l'évolution de la situation politique actuelle ouvre la voie pour les changements souhaités. Nous les avons parfaitement entendus et nous les soutenons.

La CSI-Afrique soutient la demande exprimée par le ZCTU d'avoir un gouvernement de transition inclusif doté d'un calendrier défini.

Nous demandons instamment à l'armée de retourner à sa fonction essentielle de défendre la sécurité et l'intégrité territoriale du Zimbabwe et d'éviter de s'ériger en superviseur du gouvernement de transition inclusif et élargi. L'armée doit également s'efforcer de ne pas paraître comme une branche du parti politique qui cherche à défendre seulement les intérêts et avantages tirés par ce parti, excluant ainsi l'intérêt supérieur du peuple du Zimbabwe dans son ensemble.

Par ailleurs, nous demandons à la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), à l'Union africaine (UA) et aux membres de la communauté internationale de s'engager à apporter un soutien réel en faveur du gouvernement de transition inclusif et élargi en vue de ramener le pays sur la voie de la gouvernance démocratique civile.

Nous demandons instamment à tous les acteurs et les groupes impliqués de près ou de loin dans l'évolution de cette situation politique, d'œuvrer [ensemble] pour empêcher qu'elle ne dégénère en situations de violence. Il faut donc tout mettre en œuvre pour préserver la paix, et protéger [la vie et] l'intégrité physique des personnes, des communautés et de leurs biens.

La CSI-Afrique est disposée à mobiliser le soutien en faveur de travailleurs et leurs syndicats en vue de les aider à contribuer aux changements dont le peuple a droit et auxquels il aspire.



**Kwasi Adu-Amankwah**

**Secrétaire Général de la CSI-Afrique**

**19 novembre 2017.**